

Le TRAIT D'UNION

Journal d'intérêt public - Infos locales et extralocales - L'antidote indispensable à la Gazette... - N°3 - 25 novembre 2014



Le trait d'union, zone hors AGCS

Souvenez-vous, c'était au début de ce siècle, la commune d'Évry, dont le maire s'appelait alors Manuel Valls, s'était déclarée « Zone hors AGCS ». Quelques panneaux le rappelaient à l'entrée de la ville.

À Ris-Orangis, le maire, un certain Thierry Mandon, avait proposé de tenir un Conseil Municipal Extraordinaire afin que sa commune en fasse de même.

De fait, de nombreuses villes en France comme à l'étranger, des départements entiers et même des régions dont l'Île-de-France en 2004, s'étaient déclarées publiquement « Zone hors AGCS ». Il s'agissait alors de lutter contre le projet d'Accord Général sur le Commerce des Services, négocié dans le cadre de l'OMC et qui visait, pour simplifier, à généraliser la privatisation des services publics.

L'AGCS ne s'en est pas relevé, rejoignant aux oubliettes de l'histoire l'AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement) mort, lui aussi d'avoir été mis en lumière).

Les adeptes de l'ultralibéralisme, conscients qu'il est décidément difficile de faire boire cette potion amère à la terre entière, ont changé de stratégie et, plutôt qu'un accord universel, ils tentent de mettre en place des accords bilatéraux, tel l'Aléna en Amérique du Nord avec toujours les mêmes buts : favoriser, au nom de la « concurrence libre » les grands groupes industriels et financiers et réduire les efforts des Nations qui tendent de réguler un peu cette loi de la jungle. En finir avec les lois de protection de l'environnement, de la santé, et de justice sociale.

L'ACS en cours de négociation vient ainsi remplacer l'AGCS (on a supprimé le mot « Général »). de même en Anglais « TISA » remplace le « GATS ». Divers traités bilatéraux sont en cours de discussion plus ou moins clandestines tel le TAFTA évoqué plus loin dans ce journal.

Hélas, notre actuel premier ministre, monsieur Fillon (à moins que ce soit M. Raffarin, à mon âge on confond) est un libéral convaincu qui ne fait logiquement rien pour s'opposer à ces projets. Quel dommage que la gauche et le PS de Messieurs Valls et Mandon n'aient pas gagné les élections en 2012. Ils seraient aujourd'hui ministres et ne manqueraient pas de déclarer notre pays « Hors ACS » et « Hors TAFTA ». Ça nous aiderait bien.

Brutus

À suivre

La France démembrée

Ses communes, ses départements et ses régions sont attaqués à l'arme lourde pour faire place à de gigantesques agglomérations et métropoles, surplombées par quelques méga régions. Au-dessus c'est le Conseil d'Administration de l'Union grandpatronale Européenne qui tire les ficelles.

Ne trouvez-vous pas étrange que les équipes qui viennent de remporter les élections municipales et qui président à la Communauté d'agglomération ne vous disent rien du projet de schéma régional dit de « coopération intercommunale » qui prévoit le regroupement des agglomérations d'Évry, de Ste-Geneviève-des-Bois, de Corbeil-Essonnes, d'Arpajon, de Sénart (soit plus de 500.000 habitants) à partir du 1^{er} janvier 2016 ?

C'est toujours plus grand et nous, simples citoyens, nous sommes toujours plus petits dans ces ensembles gigantesques.

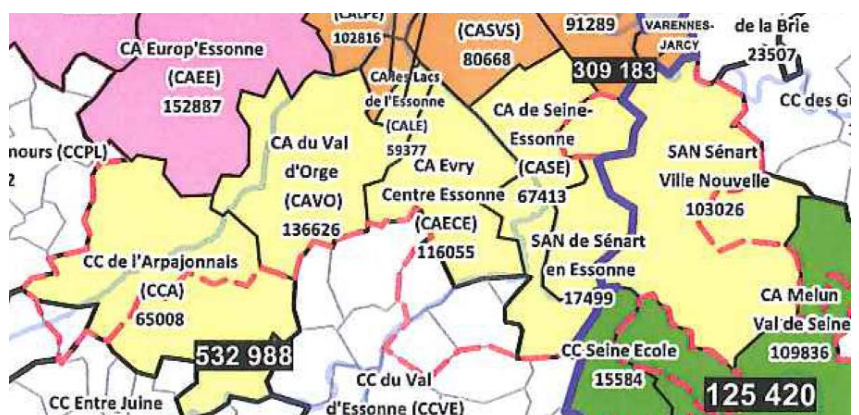
Ce serait pour développer des pôles « de compétitivité » au sein du Grand Paris. Mais quelle est cette « compétitivité » qui ne peut supporter la démocratie ? C'est-à-dire supporter le contrôle des citoyens sur les élus et leur participation à l'exercice du pouvoir ?!

Les institutions communales sont à la liberté ce que les écoles primaires sont à la science ; elles la mettent à la portée du peuple ; elles lui en font goûter l'usage paisible et l'habituent à s'en servir. Sans institutions communales une nation peut se donner un gouvernement libre, mais elle n'a pas l'esprit de la liberté.

Alexis de Tocqueville (1805-1859), De la démocratie en Amérique, 1^{ère} partie (1835)

Nous partageons profondément cette opinion* alors que -le savez-vous ?- Ris-Orangis devrait se retrouver le 1^{er} janvier 2016, dans une Communauté qui, étant donné sa taille, ne devrait même plus être une Communauté d'agglomération mais une Communauté Urbaine puisque l'ensemble comptera pas moins de 48 communes et plus de 500 000 habitants.

*Nous ne sommes pas les seuls puisque les communautés d'agglomération d'Arpajon (CCA) et de Sainte Geneviève des Bois (CAVO) ont chacune lancé une pétition pour refuser ce rassemblement. Plus proche encore, le conseil municipal de Lisses a, quant à lui, donné un avis défavorable à ce schéma.



Nos amis élus du front de gauche à Évry ont transmis la tribune libre suivante à la gazette de leur commune. Ce qu'ils y expliquent nous concerne tous, voilà pourquoi Le trait d'union a décidé de reproduire leur article.

Sous couvert d'une croissance du PIB et de créations d'emplois, c'est en réalité une vision étriquée de l'économie que nous proposent ces négociations. Cet accord prévoit en effet une vaste zone de libre-échange entre l'Union Européenne et les États-Unis. En clair, marchandises et services circuleront librement d'un bord à l'autre de l'Atlantique. D'un côté, bœuf aux hormones, OGM, poulet au chlore viendront s'installer sur nos étals, de l'autre, les multinationales de l'eau pourront envahir le marché américain. On prévoit même que les services qui auront été privatisés ne pourront plus être re-municipalisés, c'est l'effet cliquet.

Seules, les plus grandes entreprises sortiront gagnantes de ce bras de fer. Elles sont d'ailleurs régulièrement invitées à faire des propositions, et ne s'en privent pas. Ainsi, il est prévu qu'elles pourront attaquer, devant des tribunaux spécialement prévus, les états qui ne seraient pas assez coopératifs, avec des réglementations trop contraignantes, ou qui prendraient des mesures d'augmentation des salaires. Des cas semblables se sont déjà présentés.

Le modèle ainsi proposé a pour vocation à assurer la mainmise de la finance sur toute la planète et à concentrer les richesses aux mains d'une minorité.

D'autres modèles de développement sont pourtant possibles. Pour préserver les grands équilibres écologiques, il est clair qu'on doit en finir avec les transports de marchandises sur des milliers de km et relocaliser les activités. Les accords de coopération qui respectent les intérêts des différents pays sont bien plus créatifs d'emplois, alors que la plupart des accords de libre-échange n'ont provoqué que chômage, avec la cohorte de misères qui l'accompagne.

Refuser la mise en œuvre du Grand Marché Transatlantique, refuser les politiques d'austérité imposées partout en Europe, c'est se battre pour une plus juste répartition des richesses, c'est sortir enfin de la spirale infernale du chômage.

CHEZ NOS PROCHES VOISINS

Lors de la dernière réunion de la communauté d'agglomération Seine-Essonne (Corbeil et ses villes voisines), il a été proposé de privatiser le stade nautique (la piscine) de Corbeil-Essonnes, le cinéma Arcel et le Théâtre municipal...

Au nom, bien sûr, de la réduction des déficits. Ces trois équipements ont été rénovés récemment grâce aux impôts des habitants de la communauté d'agglomération. Maintenant qu'ils sont flambants neufs, la majorité de l'agglo de Corbeil voudrait les vendre à des entre-



prises privées. La conséquence prévisible, c'est la hausse des tarifs, une gestion assurant le maximum de rentrées financières au détriment de toute ambition culturelle.

Ni l'exemple ruineux du nouvel hôpital, ni celui de la privatisation des autoroutes ne servent de leçon à ceux qui prétendent gérer au nom du bien public. Sans doute est-ce, en fait, parce qu'ils sont au service des plus riches et qui considèrent pourtant qu'ils ne le sont jamais assez.

La République : sociale ou raciale ?

Devant la venue de familles roumaines n'ayant d'autre solution que de former des bidonvilles pour avoir un toit au-dessus de leur tête, la réponse de notre société, dont nous avons toutes et tous la responsabilité et le pouvoir de l'orienter, peut être sociale ou raciale, socialiste ou raciste. Pour l'heure, dans le sillage de Sarkozy et de Hollande, la plupart des élus locaux répond de façon inefficace et inhumaine, participant ainsi à une dérive raciale terriblement dangereuse pour notre avenir commun.

De nombreux bidonvilles ont été détruits durant l'été : à Grigny, Viry-Châtillon, Ris-Orangis même, Villebon, Corbeil-Essonnes (pour ne parler que de l'Essonne). Mais sans solution de remplacement pour permettre aux personnes concernées d'avoir une alternative respectueuse de leur droit fondamental à avoir un toit pour pouvoir vivre en famille, la reformation de nouveaux bidonvilles était inévitable. Tel est le cas à Ris-Orangis et notamment, depuis la mi-août, rue de Fromont, entre la Ferme de Trousseau et les Hameaux de la Roche. Qu'il s'agisse notamment des familles roumaines qui habitaient le bidonville formé au bord de la RN7 en 2012/2013, qui ont vécu un an à Grigny après avoir été chassées de Ris-Orangis en avril 2013, et qui reviennent à Ris-Orangis après avoir été chassées de Grigny début août...

Qu'importe. Il n'y a pas là de quoi faire réfléchir Mandon et Raffalli. Nos édiles n'ont qu'une hâte, c'est les chasser à nouveau. Et dans l'attente, c'est encore le refus de collecter les déchets ménagers et le refus d'inscrire leurs enfants à l'école.* C'est illégal, mais qu'importe. Ça n'a rien de social-iste, mais ça fait bien longtemps qu'ils n'ont plus rien de social-iste.

C'est inefficace, mais le maire de notre Commune persiste

Il y a moins d'un mois, S. Raffalli aurait pu, en croisant des habitants, bomber le torse et affirmer qu'il était un modèle d'efficacité. Durant quelques jours en effet, après avoir fait détruire les cabanes de quelques familles installées près de la gare d'Orangis Bois de l'Épine, il n'y avait plus aucun bidonville à Ris-Orangis. Oui mais voilà, il ne suffit pas de passer le problème aux maires voisins pour le résoudre. Les maires voisins font pareil. C'est donc parfaitement inefficace et on n'a pas besoin d'un maire pour ça.

C'est inhumain, mais le maire de notre Commune persiste

Si c'est inefficace, c'est cependant d'une brutalité, d'une inhumanité qui est une honte de la part d'une société disant supérieurement civilisée. Chacun devrait venir se rendre compte de ce qui se passe lorsqu'au petit matin, des escouades de policiers habillés en robocops investissent un bidonville, en chassent les familles sans leur laisser emporter d'affaires et que devant les yeux des enfants, un bulldozer rase leur habitat. Cela, bien entendu, dans l'intérêt même de ces familles. Vous comprenez, on ne peut accepter que des personnes vivent dans des conditions aussi précaires et insalubres. Alors pourquoi le maire de Ris-Orangis refuse-t-il de ramasser leurs ordures ménagères ?!

C'est nauséabond, mais le maire de notre Commune persiste

Comme c'est inhumain et inefficace, il faut bien que le maire trouve une raison valable de faire ce qu'il fait. Et c'est là que ça devient nauséabond. Car il ne reste qu'une explication : ces gens-là méritent leur traitement car avant tout, avant d'être des êtres humains, ils sont des délinquants : ne s'installent-ils pas sans en avoir le droit, sur des terrains qui ne leur appartiennent pas ? Ils ne comprennent et ne respectent aucune de nos règles. Ils ne veulent pas s'intégrer. Le Premier ministre a dit mieux encore : selon lui, ils ne sont que quelques-uns à en avoir la capacité. Et là, il est urgent de se rappeler les enseignements de l'histoire : aucune société n'est sortie indemne d'avoir laissé traiter des personnes en son sein, sans le respect dû à leur condition humaine.

*À l'heure où nous publions ce journal, les enfants ont enfin été inscrits à l'école. (NDLR)

ÊTRE HUMAIN EST-CE TROP DEMANDER, MONSIEUR LE MAIRE ?

Chacun le comprend : quand on mène une politique visant à préserver les intérêts des possédants et qui entraîne par conséquent la dégradation des conditions d'existence du plus grand nombre en France, il ne peut être question de respecter, de réaliser, les droits fondamentaux de quelques milliers de ressortissants étrangers, fussent-ils roumains et donc citoyens de l'Union Européenne. Personne ne le comprendrait et ne l'accepterait. Au contraire, quelle aubaine d'instrumentaliser leur présence pour orienter sur eux la colère que les citoyens victimes du chômage, de la précarité, de l'insécurité, de la dégradation et la disparition des services publics (santé, transports, énergie, poste et téléphonie,...) pourraient orienter sinon, sur ces grands possédants et leur personnel politique.

Devant la formation d'un bidonville dans sa commune, un maire, seul, n'a pas toutes les solutions. Mais il a pourtant à faire des choix. Il a une responsabilité publique dont l'impact est considérable.

Puisque les bidonvilles ne disparaîtront pas, tout au contraire, tant que la politique restera orientée vers la satisfaction des revendications du Medef, un maire, s'il veut simplement être humain, s'il veut être réellement efficace et s'il ne veut pas favoriser la xénophobie et le racisme (ce qui devrait notamment être le cas si ce maire est de gauche) devrait :

- 1°) Agir publiquement avec vigueur pour obtenir que tous les maires soient réunis,
- 2°) Respecter les lois dès lors qu'elles sont des lois de liberté, d'humanité et de progrès social : ainsi en est-il de la loi qui oblige à scolariser tout enfant jusqu'à 16 ans. Ou encore de la loi qui oblige les communes à accorder une domiciliation administrative (au CCAS) à toute personne privée d'un domicile fixe.
- 3°) S'interdire d'utiliser des arguments racistes et des actes inhumains même s'il vise à obtenir la destruction d'un bidonville. Or qu'est-ce d'autre qu'une violence et qu'une cruauté, de refuser de ramasser les déchets ménagers des familles concernées, comme le fait le maire de Ris-Orangis ?



Photo prise au bidonville de la Folie à Grigny, publiée le 11 juillet 2014 sur le site lahorde.samizdat.net

Le Front National, une alternative à l'UMPS ?

Quand les dirigeants du Front National utilisent le sigle UMPS pour dénoncer l'accord politique de fait entre l'UMP et le PS, ils ne font qu'exprimer ce qu'une majorité de nos concitoyens pense : la différence entre ces deux « partis de gouvernement » ne concerne pas les choix économiques. En effet, les seules différences qui subsistent concernent les enjeux « sociétaux », le mariage pour tous étant un rare exemple. En ce domaine on pourrait tout légitimement parler d'un Front commun UMP-FN.

Le FN vient de faire élire deux sénateurs qui étaient aussi maires et conseillers régionaux. Cela après avoir répété sa volonté de voir disparaître le cumul des mandats... Le moins qu'on puisse dire c'est que l'expérience montre qu'ils ne peuvent donner de leçon de morale politique à personne.

Au Conseil Municipal de Ris-Orangis, les deux jumeaux FN ont voté avec le PS et l'UMP la réduction des crédits pour les fournitures scolaires. Logique, ils partagent le même choix politique fondamental : celui de la réduction du pouvoir de redistribution sociale des pouvoirs publics, celui de l'austérité pour les couches populaires et de la liberté la plus grande pour les actionnaires et leurs serviteurs. Cette politique, mettant en cause le coût du travail, donc le niveau des salaires, est commune, non seulement à l'UMPS mais aussi à nombre de partis de gouvernement en Europe. Elle a abouti à enfoncer celle-ci dans une crise qui sert aujourd'hui à justifier de nouvelles mesures d'austérité. Elles mêmes causes de la crise économique.

Le Front National partage intégralement ces choix. L'avez-vous entendu proposer la moindre mesure visant à réduire les inégalités ? Ses élus, dans les municipalités s'efforcent de réduire tout ce qui peut ressembler à une mesure sociale. Ce parti tend à dédouaner les vrais responsables de la crise en faisant porter le chapeau à ses victimes, immigrés africains depuis des décennies, Roms aujourd'hui. Le racisme était hier l'apanage du Front National et UMP et PS rejetaient ce parti, au moins pour cette raison. Malheureusement son discours de haine fait des adeptes au sein de l'UMPS... et les propos aux relents xénophobes y sont maintenant tolérés. Le FN n'est-il pas devenu l'avant-garde inepte des éléments les plus stupides de l'UMPS ?

... COMME DU NATIONAL À L'INTERNATIONAL !

Le terrorisme : un « ennemi » bien pratique

Les foyers de tension se multiplient dans le monde. Des groupes se forment un peu partout qui sèment la terreur. Et face à la terreur, les grands pays développés, USA et France en tête, multiplient les réponses militaires. Il faudrait croire que le temps n'est plus à réfléchir et à discuter. L'ONU n'a plus qu'à la fermer. Le temps n'est plus à la diplomatie. Les canons, y'a qu'ça d'vrai !

Les USA et la France, qui sont la sagesse et la liberté incarnées (comme on s'en souvient au Vietnam, en Algérie ou en Amérique Latine) se font fort « d'éradiquer » les terroristes avec les armes les plus sophistiquées. L'industrie d'armement a de beaux jours devant elle. C'est toujours ça. On a pourtant tous compris que dans les coulisses du « terrorisme », il y a des bandits bien souvent en cheville avec des États « amis ». Et il faudra vite que l'on se rende à l'évidence : si depuis quelques années, des êtres humains peuvent, de plus en plus nombreux, opter pour le terrorisme, il doit y avoir un lien avec le sous-développement et l'oppression qui frappent des milliards d'êtres humains aux 4 coins de la planète et dont le sort fait au peuple palestinien est à bien des égards, emblématique. Justement, que font les USA, la France et l'UE contre les crimes de guerre commis par Israël ? Jaurès avait raison : « *le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* ».

La cuisine des Chefs

Prenez une mesure en faveur de la gratuité scolaire qui existe depuis que le maire de Ris-Orangis était communiste et le PS, de gauche, secouez-la dans un chapeau et voici une mesure "nouvelle".

Recette

Reprenez aux écoles, 17 des 34 € de crédit par élève qui étaient versés chaque année pour l'achat de fournitures scolaires.

Achetez vous-même les trousseaux, *qui ne sont plus que des sacs au Logo de la ville.*

Remplissez-les de fournitures inadaptées (normal quand on "oublie" de demander aux enseignants leur avis).

Dépensez 11€ quand les écoles, économes, n'en dépensaient même pas la moitié.

Distribuez-les vous-même *dans les écoles*, en affirmant dans la Gazette, contre toute vérité, que c'est là une nouvelle mesure.

Après tout, combien de nouveaux Rissois ignorent que la gratuité des fournitures scolaires existe depuis plus de 25 ans à Ris-Orangis ?

Affirmez, si nécessaire, que les écoles (sous entendu les enseignants, ils ont bon dos) ont accumulé des montagnes de fournitures (et pourquoi pas un magot) au lieu de faire bénéficier les familles des crédits attribués par la collectivité locale.

Servez et avalez cette couleuvre, mais attention à l'intoxication !

Merci aux Chefs Mandon/Raffalli pour la publication dans le numéro de septembre de La Gazette, de cette recette bien savoureuse.

Lézépou Vantails

ÉCHOS DU CONSEIL DU 18 SEPTEMBRE

La nouvelle crèche municipale... ne sera pas gérée par la Commune

Décision a été prise, à l'unanimité, de confier à un délégataire probablement privé (mais ça pourrait aussi être une association), la gestion de la crèche qui doit ouvrir fin 2015, rue de Fromont. Deux raisons semblent dicter ce choix :

1°) Cela ne fera pas grossir la masse salariale dans le budget communal. Le dogmatisme des marchés financiers (auxquels les collectivités doivent s'adresser pour obtenir les prêts nécessaires au financement de leurs investissements) est tel, qu'ils préfèrent voir une commune payer une entreprise (même si c'est plus cher) que recruter du personnel pour rendre le service visé (surtout s'il doit s'agir de fonctionnaires). Et l'on touche là à la 2ème raison.

2°) On n'aura pas à souffrir les « lourdeurs » que représente le statut de la Fonction Publique. Car comme chacun le sait, les droits des fonctionnaires sont excessifs. D'ailleurs les fonctionnaires sont en nombre excessif. Il n'y a pas qu'à Air France que le « Low Cost » des droits sociaux a de beaux jours devant lui.

OÙ ÇA LA DÉMOCRATIE ?

Bâillonner les murs : ce n'est pas un projet socialiste !

T. Mandon, comme S. Raffalli, ont déjà menacé à 3 reprises les colleurs d'affiches du Front de Gauche de leur infliger des amendes s'ils collaient encore des affiches politiques ailleurs que sur les panneaux réservés à cet effet... Pour faire peur, ils ont déjà fait appel à un huissier à 2 reprises.

Dans toute commune ou presque, vous trouvez des panneaux sur lesquels les organisations politiques peuvent coller des affiches. C'est un équipement de base pour la liberté d'expression.

À Ris-Orangis, il n'y en avait aucun après que T. Mandon les a otés sans les remplacer. Nous avons protesté durant plusieurs années et en 2011, enfin, une dizaine de panneaux ont été installés. Les endroits ont été si bien choisis que vous n'en trouvez pas un seul Ferme du Temple, ni à la Réno ou à la Gare, pas davantage aux Oiseaux, encore moins sur le Plateau. Et comme de plus il n'y pas de panneaux pour l'affichage culturel, ces panneaux de « libre expression » sont très vite recouverts d'affiches annonçant les spectacles programmés à l'Agora, à Desnos ou au Plan. On ne le reproche pas à ces équipements culturels. Mais pour finir, quel choix sera celui de MM. Mandon/Raffalli ? Faire taire les murs ou équiper la commune en mobilier favorisant la liberté d'expression ?

Cette rubrique a pour simple ambition de partager un coup de cœur pour un film, une série, un livre, sans considération d'actualité, de catégories, mais, nous l'espérons, avec un constant souci d'éclectisme.

Le point de ralliement qui nous semble le plus simple et universel est la richesse – parfois insoupçonnée ! - du catalogue des médiathèques locales et sa facilité d'accès : inscription et emprunts gratuits, assortis de la possibilité de commander et de faire acheminer n'importe quel document disponible au catalogue jusqu'à votre médiathèque de quartier.

Le texte de présentation observe pour simple règle de tenter d'éveiller l'intérêt du spectateur tout en préservant le plaisir de la découverte.

Vos réactions sont les bienvenues à l'adresse-mail du journal, en attendant qu'un forum soit mis en place pour partager les impressions et éventuellement entrer plus avant dans le secret du film.

LA POURSUITE IMPITOYABLE

Un film d'Arthur Penn (1966) ;

Scénario : Lillian Hellman d'après le roman de Horton Foote.

Directeur de la photographie : Joseph LaShelle.

Musique : John Barry.

Interprètes : Marlon Brando (*Sherif Calder*) ; Robert Redford (*Bubber Reeves*) ; Jane Fonda (*Anna Reeves*) ; E.G Marshall (*Val Rogers*) ; Angie Dickinson (*Ruby Calder*) ; James Fox (*Jake Rogers*) ; Miriam Hopkins (*Mrs Reeves*) ; Janice Rule (*Emily Stewart*) ; Robert Duvall (*Edwin Stewart*) ; Richard Bradford (*Damon Fuller*) ; Steve Ihnat (*Archie*).

Calder, shérif de la petite ville de Terrell, dans le sud du Texas, se prépare à un samedi soir comme les autres, avec ses turbulences ordinaires.

Il apprend l'évasion de prison, en compagnie d'un complice dangereux, de Bubber Reeves, un enfant du pays, petit délinquant malchanceux qui n'avait plus que quelques mois à tirer.

La nouvelle ne tarde pas à se répandre dans la ville, mais l'impavide Calder pense logiquement que sa ville natale est le dernier endroit où Bubber cherchera refuge.

Les choses se compliquent lorsque les deux évadés agressent un automobiliste, que le complice blesse mortellement avant de s'emparer de son véhicule et de planter Bubber en rase campagne.

Ce dernier réussit néanmoins à gagner une gare de marchandise et à sauter dans le premier convoi pour échapper aux patrouilles.

Poissard jusqu'au bout, Bubber comprend trop tard que le train qu'il pensait en route pour le Mexique remonte en fait vers le cœur du Texas...

... et saute du wagon à proximité de Terrell.

Il est bientôt aperçu dans le ghetto mexicain de la petite ville.

La petite bourgeoisie locale, copieusement alcoolisée par la petite bringue du samedi et menée par quelques cadres du potentat local, Val Rogers, verrait volontiers comme clou de la soirée une traque du fugitif et éventuellement un petit lynchage...

Calder fera tout pour éviter le drame...



Près de cinquante ans après sa réalisation, *The chase* n'a rien perdu de son intensité et de sa force, même si son statut de film-charnière le laisse comme un chef-d'œuvre isolé entre deux époques du cinéma américain :

Nous sommes au beau milieu des années soixante, qui ont vu, côté historique, la marche pour les droits civiques, l'assassinat de Kennedy, les débuts de la guerre du Vietnam, et, côté cinématographique, l'abandon progressif du code de censure Hays, régissant drastiquement toute représentation des sujets qui fâchent à l'intérieur de la production hollywoodienne.

Nous sommes à l'orée des *années 68* où va exploser - à l'échelle internationale - une volonté de respirer, de se défaire des carcans de tous ordres, de continuer l'éternel combat pour changer la vie en commençant par *l'état des choses...*

En guise de transition adroite pour en revenir au film lui-même, notons la présence au sein d'une magnifique distribution, de Jane Fonda et Robert Redford, qui ne sont encore que de jeunes acteurs prometteurs, en attendant de devenir deux stars du renouveau du cinéma américain des années 70 et deux artistes engagés dans la bataille citoyenne. Robert Duvall n'est encore qu'un acteur de complément...

D'une autre génération, Brando est, pour sa part, déjà une star et un rebelle emblématique. Il creusera lui aussi, à sa manière, le sillon d'un engagement politique...

Quand à Arthur Penn, il réalisera dans la foulée, en 1967, *Bonnie & Clyde...*

The chase reste ainsi un film de facture apparemment classique, stylisé d'époque, scénarisé d'après l'œuvre d'Horton Foote par une autre dramaturge radicalement engagée qu'est Lillian Hellman, selon une tradition d'écriture du roman sudiste :

Radiographie du microcosme d'une petite ville, avec ses haines rentrées, voire rancieuses, ses tensions familiales ou adultérines, sa ségrégation banalisée entre races et couches sociales, son port d'armes encouragé par la constitution, facteur de démangeaisons d'en vider le barillet avec une bonne excuse un samedi soir...

Autant il est du devoir d'un modeste historien de cinéma de signaler à qui s'y intéresse un film splendide, autant il est douloureux au simple citoyen de partager la constatation que le monde tel qu'il est n'évolue vers le progrès que centimètre par centimètre...

Les conseils de Jysse

Le pétainisme transcendantal

Dans le *Trait d'Union* n°2, j'évoquais le pétainisme transcendantal... C'est un concept intéressant parce qu'il suscite d'emblée la curiosité... donc on peut l'expliquer dans le silence et, à la fin, on a traité de pétainiste notre ennemi le néolibéral UMP, centriste ou socialaud... ce qui laisse une très forte impression, surtout si l'auditoire est âgé. Je conseille de l'utiliser ainsi :

C'est le philosophe Alain Badiou qui a forgé ce concept dans son opuscule *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* Badiou s'est rendu compte qu'en France, à chaque avancée dans le sens du progrès social, a succédé à plus ou moins long terme la poussée inverse, le recul social. À 1789 a succédé la Restauration de 1815, au Front Populaire a succédé la Révolution Nationale de Pétain, à mai 68 a succédé les nouveaux philosophes et Sarkozy... Le pétainisme transcendantal démarre donc en 1815, alors que la vieille baderne n'est née qu'en 1856, c'est la curiosité du concept ! (et son transcendantalisme).

Ce qui caractérise ces époques de pétainisme, c'est la dimension morale de la parole politique : la France a pêché, elle doit se repentir, s'amender, se rédempter, expier... Et la France doit prendre modèle sur les pays étrangers qui savent trouver des solutions, eux...

Et qu'entend-on actuellement sur tous les tons ? la France vit au-dessus de ses moyens, son modèle social est beaucoup trop coûteux, les fonctionnaires et les détenteurs de CDI sont des privilégiés, des nantis, les chômeurs sont trop aidés, les Allemands sont formidables, et les Anglais aussi, et même les Italiens depuis peu, etc. Nous sommes en plein pétainisme transcendantal et ce qui est attaqué, c'est l'État social de 1944, du CNR...

Que faire ?

Dès qu'on entend que la France a un modèle social insoutenable ou que les Allemands c'est tellement mieux, on sort le concept...

À propos d'une série télévisée.



Les hommes de l'ombre, série télévisée de France 2 avait tout pour retenir notre attention : acteurs de talent et sujet mettant en scène la vie politique de notre pays. Avant cela il y avait eu sur Arte « Bergen » la série danoise qui nous avait montré le fonctionnement des institutions et des traditions politiques de ce proche pays. Cette série aurait pu donner des idées à bien du monde : aux citoyens et aux hommes politiques en inspirant des réformes visant à renforcer sérieusement la démocratie, à balayer les traditions monarchiques de notre pays. Mais cette série aurait pu aussi inspirer les scénaristes en leur permettant de montrer

comment fonctionne le pouvoir politique dans notre pays.

Las, on en est loin, on est dans la fable. Ces « hommes de l'ombre » qui gouvernent en fait clandestinement notre pays dans la série ne sont pas, comme on pourrait le croire, les lobbyistes et les grands patrons « amis » des ministres. Non ce sont les communicants que cette série montre du doigt. Comme si ces gens là faisaient la politique et ne se contentaient pas de la repeindre en rose. « Les doreurs de pilule » aurait été un titre plus judicieux, mais sans doute moins vendeur. Des vrais choix politiques, il n'en est presque jamais vraiment question dans cette série. Comme si la politique se réduisait aux petites manœuvres des uns et des autres, aux « affaires », aux combines, voire aux histoires de fesse des élus. « Les hommes de l'ombre » ne sont, hélas, que l'équivalent télévisuel de la presse people.

MAGIE DE NOËL...

...et jouets « de genre ».

On est en 2014 (même si sur beaucoup de sujets, on a du mal à y croire), et certain.e.s espéraient sûrement que l'égalité fille/garçon ne serait plus un sujet... Et pourtant, avec l'arrivée des catalogues de jouets, voici le retour des activités pour fille et celles pour garçon.

Que Christine Boutin se rassure, chacun est invité/incité à rester dans son « genre » et les moutons (pardon les traditions) sont bien gardés, la grande distribution y veille, qui nous propose une rubrique « petite maman »¹ avec des aspirateurs, fers à repasser et autres cuisines, une rubrique « rêves de filles »¹ avec des déguisements de fées, princesses, infirmières (oui, médecin, ce serait trop ambitieux...) et autres joyusetés « girly » (entendre : rose, rose et encore rose), tandis qu'elle propose aux garçons une rubrique (bleue bien sûr) « monde de garçons »¹. Oui, les filles rêêêvent, (il faut bien qu'elles s'occupent pendant qu'elles font le ménage) tandis que les garçons, eux, ont un monde rien qu'à eux ! De là à penser que les filles en sont exclues...

Vous me direz, chacun peut bien acheter le jouet qui fait plaisir à son enfant, sans tenir compte de la « prescription » du catalogue, certes, mais ce serait oublier un peu vite la puissance du marketing et l'ancrage très profond de certains stéréotypes en chacun de nous.

Qui n'a jamais regardé comme « bizarre » un petit garçon jouant à la poupée ou à coiffer sa sœur ? Qui n'a jamais dit d'une fille habillée en robe rose « Ah, c'est une vraie fille ! » ou au contraire, d'une fille aimant jouer à la bagarre « C'est un vrai garçon manqué ».

Ces clichés sont tenaces et souvent influent sur les choix de vie,

parfois sans même en avoir conscience.

À l'âge de s'engager dans un avenir professionnel ou personnel, beaucoup de jeunes gens choisissent une voie qui leur semble « la bonne » au regard de leur sexe. Même si les choses évoluent, rares sont les garçons qui choisissent des professions dites « féminines » (comme par hasard moins payées...) et les filières scientifiques de l'enseignement supérieur ne sont encore en moyenne qu'à 20% féminines alors que les filles représentent plus de la moitié des effectifs au bac S.²

Le combat de l'égalité femme/homme a encore de beaux jours devant lui, sur des sujets aussi sensibles que les violences faites aux femmes, les différences de salaires, et aussi quotidiens que la répartition des tâches domestiques ou les jeux des enfants...

Comme les clichés racistes, les clichés sexistes ont la vie dure et il est en partie de notre ressort de les déconstruire un peu chaque jour.

À l'heure où le débat fait rage sur la façon dont on devient fille ou garçon, n'est-il pas temps de considérer qu'un enfant peut bien choisir le jouet qui lui plaît, et qu'une fille n'a pas plus un « gène du ménage » qu'un garçon n'a un « gène du bricolage » ?

¹ Rubriques du catalogue papier Picwic, bizarrement disparues de leur catalogue internet, catégories « filles » et « garçons » présentes dans les catalogues Carrefour et Auchan.

Pour être juste, précisons que les magasins Grande Récré (mais sûrement d'autres j'espère !) ont presque (les appellations plus génériques restent rose ou bleu) abandonné ces pratiques.

² Pour prolonger le sujet, le dernier numéro de la revue *La recherche* consacre un article aux femmes mathématiciennes et évoque ce phénomène d'évaporation.



Abonnez-vous !

Si ce premier envoi vous a intéressé, si vous voulez lire les numéros suivants : rien de plus simple ! Vous pouvez vous abonner (et vous désabonner quand vous le souhaitez) automatiquement en envoyant un mail à contact@le-trait-d-union.org en précisant seulement « abonnement » ou « désabonnement ».

Vous pouvez aussi nous faire part de vos réactions, nous proposer un article ou un sujet d'article.